

Bruxelles, le 24.7.2024
C(2024) 5139 final

RÈGLEMENT DÉLÉGUÉ (UE) .../... DE LA COMMISSION

du 24.7.2024

**modifiant le règlement (UE) n° 575/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui
concerne la date d'application des exigences de fonds propres pour risque de marché**

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

EXPOSÉ DES MOTIFS

1. CONTEXTE DE L'ACTE DÉLÉGUÉ

Les instruments financiers détenus par les banques à des fins de négociation (actions, obligations et produits dérivés, par exemple) sont exposés au risque de marché, c'est-à-dire à un risque de diminution de leur valeur qui découlerait de variations défavorables des prix sur le marché. La crise financière mondiale de 2008 a mis au jour un certain nombre de faiblesses dans la conception des exigences prudentielles pour risque de marché, qui ont eu pour conséquence que les banques ne disposaient pas de suffisamment de fonds propres pour absorber les pertes liées à ce risque. C'est pourquoi le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB) a procédé à un réexamen des normes internationales en matière de risque de marché, qui a abouti à l'adoption, en janvier 2016, d'un cadre révisé du risque de marché, également appelé «révision fondamentale du portefeuille de négociation» (fundamental review of the trading book ou FRTB). Plus tard, en décembre 2017, le groupe des gouverneurs de banques centrales et des responsables du contrôle a demandé au CBCB de réexaminer la FRTB après avoir décelé un certain nombre de problèmes techniques liés au calibrage de ce cadre. Ce réexamen s'est achevé par la publication de la version finale de la FRTB en janvier 2019. Les membres du CBCB étaient initialement convenus de mettre en œuvre ces normes pour le 1^{er} janvier 2022, mais la date a été repoussée au 1^{er} janvier 2023 en raison de la pandémie de COVID-19.

Compte tenu de l'ampleur des modifications introduites par la FRTB et des révisions liées au risque de marché toujours en cours au niveau du Comité de Bâle, l'UE a décidé que la mise en œuvre se déroulerait en deux phases. La FRTB a été introduite, sous la forme d'une obligation de déclaration, au cours de la première phase, moyennant une modification du règlement (UE) n° 575/2013 (le règlement sur les exigences de fonds propres ou le CRR) par le règlement (UE) 2019/876 (CRR II). Les obligations de déclaration visaient à permettre aux autorités compétentes de surveiller la mise en œuvre de la FRTB par les banques, avant que les dispositions de celle-ci ne deviennent contraignantes pour le calcul des exigences de fonds propres des banques, et aux législateurs de tenir compte des éventuelles modifications supplémentaires introduites entre-temps au niveau international.

La mise en œuvre des normes FRTB, sous la forme d'exigences de fonds propres contraignantes dans la législation de l'UE, s'est achevée au cours de la deuxième phase, moyennant l'adoption du règlement (UE) 2024/1623 du Parlement européen et du Conseil en mai 2024.

L'article 461 *bis* du règlement (UE) n° 575/2013, tel qu'il a été modifié par l'article 1^{er}, point 236), du règlement (UE) 2024/1623, impose notamment à la Commission européenne de contrôler la mise en œuvre internationale des normes FRTB dans les pays et territoires concernés et l'habilite, lorsque des différences significatives dans leur mise en œuvre sont observées dans les pays tiers, à adopter des actes délégués pour préserver des conditions de concurrence équitables au niveau international. Cette habilitation s'explique par le fait que, sur les marchés de gros, les banques peuvent facilement se livrer concurrence en proposant des produits et des services financiers par-delà les frontières, et notamment à partir d'un État membre vers des pays tiers. Des actes délégués permettraient d'apporter des modifications temporaires ciblées aux exigences de fonds propres pour risque de marché ou de reporter de deux ans au maximum la date d'application de la FRTB dans l'UE afin de préserver des conditions de concurrence équitables au niveau international.

Le contrôle, par la Commission, de la mise en œuvre de la FRTB dans les pays et territoires concernés montre que, si certains de ces pays et territoires ont récemment mis en œuvre les

normes (le Canada et le Japon, par exemple), d'autres, à l'endroit desquels les préoccupations en matière d'égalité des conditions de concurrence sont très vives, ont pris du retard et la plus grande incertitude règne autour des calendriers de mise en œuvre et de l'existence éventuelle d'écarts de mise en œuvre dans ces pays et territoires. Surtout, en juin 2024, les États-Unis n'avaient pas encore mis en œuvre les normes FRTB ni donné d'indications suffisamment claires quant à la date à laquelle ils seraient prêts à le faire ou quant à la manière dont ils le feraient. La Commission estime que, compte tenu des évolutions réglementaires en cours aux États-Unis, les normes de Bâle ne seront probablement pas mises en œuvre par les agences américaines avant 2026.

En conséquence, la Commission européenne juge nécessaire, afin de préserver des conditions de concurrence équitables avec les pays tiers sous le rapport des exigences de fonds propres et de leur incidence, de faire usage de l'habilitation que les colégislateurs lui ont donnée et de reporter d'un an l'application des normes FRTB.

Ce report aurait une incidence sur des exigences d'autres parties du CRR qui peuvent être considérées comme accessoires à l'entrée en application de la FRTB. Ces exigences sont les conditions relatives à la frontière entre le portefeuille de négociation et le portefeuille hors négociation, qui précisent le champ d'application des exigences de fonds propres pour risque de marché; la déclaration et la publication des exigences de fonds propres pour risque de marché; l'application du plancher de fonds propres aux exigences de fonds propres pour risque de marché; l'analyse comparative prudentielle du risque de marché. Des orientations sur la manière dont les banques devront appliquer ces exigences pendant la période de report sont fournies dans le dossier de communication et seront précisées par l'Autorité bancaire européenne et le mécanisme de surveillance unique, afin de garantir la cohérence et l'harmonisation de la mise en œuvre entre les banques.

La préparation de l'acte délégué a comporté plusieurs échanges avec les parties prenantes directement concernées par le report, notamment l'Autorité bancaire européenne, la Banque centrale européenne/le mécanisme de surveillance unique, les États membres et des associations professionnelles. Le groupe d'experts sur la banque, les paiements et l'assurance (EGBPI) a lui aussi été consulté, le 9 juillet 2024.

2. ÉLÉMENTS JURIDIQUES DE L'ACTE DÉLÉGUÉ

Le présent acte délégué reporte d'un an l'entrée en application des nouvelles exigences de fonds propres contraignantes pour risque de marché. Les modifications que le règlement (UE) 2024/1623 du Parlement européen et du Conseil a apportées au règlement sur les exigences de fonds propres concernant le cadre pour le risque de marché, en particulier les dispositions modifiant les exigences énoncées à la troisième partie, titre IV, du CRR et aux articles 430 *ter*, 445 et 455, doivent entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2026. Jusqu'à cette date, les exigences actuelles pour risque de marché, y compris le calcul des exigences de fonds propres pour risque de marché, les obligations de déclaration et de publication d'informations sur le risque de marché, restent applicables.

RÈGLEMENT DÉLÉGUÉ (UE) .../... DE LA COMMISSION

du 24.7.2024

modifiant le règlement (UE) n° 575/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la date d'application des exigences de fonds propres pour risque de marché

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) n° 575/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 concernant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et modifiant le règlement (UE) n° 648/2012¹, et notamment son article 461 *bis*, paragraphe 2,

considérant ce qui suit:

- (1) Le règlement (UE) 2019/876 du Parlement européen et du Conseil² a modifié le règlement (UE) n° 575/2013, notamment afin d'y introduire, sous la forme d'une obligation de déclaration, les normes de la révision fondamentale du portefeuille de négociation (FRTB), qui forment un ensemble complet d'exigences de fonds propres pour les expositions au risque de marché élaboré par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB). Le règlement (UE) 2024/1623 du Parlement européen et du Conseil³ a modifié une nouvelle fois le règlement (UE) n° 575/2013, notamment afin de transformer les normes FRTB en exigences contraignantes pour le calcul des exigences de fonds propres pour risque de marché.
- (2) Compte tenu du caractère hautement concurrentiel des activités de négociation internationales, les normes FRTB ont été adoptées en partant du principe que leur mise en œuvre dans les pays et territoires concernés, tant sur le fond qu'en ce qui concerne le calendrier, assurerait, au niveau international, des conditions de concurrence équitables pour les activités de négociation des établissements. Il ressort du contrôle de la mise en œuvre de ces normes dans d'autres pays et territoires membres du CBCB, et plus particulièrement dans ceux comptant un grand nombre de banques actives au niveau international, que le retard pris par lesdits pays et territoires dans la mise en œuvre des normes FRTB crée un risque important de distorsion des conditions de concurrence équitables au niveau international. Il est donc nécessaire de reporter

¹ JO L 176 du 27.6.2013, p. 1, ELI: <http://data.europa.eu/eli/reg/2013/575/oj>.

² Règlement (UE) 2019/876 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 modifiant le règlement (UE) n° 575/2013 en ce qui concerne le ratio de levier, le ratio de financement stable net, les exigences en matière de fonds propres et d'engagements éligibles, le risque de crédit de contrepartie, le risque de marché, les expositions sur contreparties centrales, les expositions sur organismes de placement collectif, les grands risques et les exigences de déclaration et de publication, et le règlement (UE) n° 648/2012 (JO L 150 du 7.6.2019, p. 1, ELI: <http://data.europa.eu/eli/reg/2019/876/oj>).

³ Règlement (UE) 2024/1623 du Parlement européen et du Conseil du 31 mai 2024 modifiant le règlement (UE) n° 575/2013 en ce qui concerne les exigences pour risque de crédit, risque d'ajustement de l'évaluation de crédit, risque opérationnel et risque de marché et le plancher de fonds propres (JO L, 2024/1623, 19.6.2024, ELI: <http://data.europa.eu/eli/reg/2024/1623/oj>).

d'un an l'application des normes FRTB pour le calcul des exigences de fonds propres pour risque de marché dans l'Union.

- (3) Les autorités compétentes ont besoin d'informations pour surveiller l'incidence de la FRTB, détecter les problèmes potentiels et faciliter les échanges liés à la mise en œuvre entre elles et les établissements. Par conséquent, les établissements devraient être tenus de continuer à publier les informations relatives au calcul de leurs exigences de fonds propres pour risque de marché selon les approches pré-FRTB jusqu'à la date d'application de celle-ci pour le calcul des exigences de fonds propres pour risque de marché dans l'Union. Dans le même temps, les établissements devraient aussi continuer à déclarer à leurs autorités compétentes leurs exigences de fonds propres conformément à l'article 430 *ter* du règlement (UE) n° 575/2013, dans sa version en vigueur au 8 juillet 2024.
- (4) Le règlement (UE) 2024/1623 introduit dans le règlement (UE) n° 575/2013 des exigences spécifiques en matière de publication d'informations sur le risque de marché, adaptées aux exigences fixées dans la FRTB pour le calcul des exigences de fonds propres pour risque de marché. La date d'application des dispositions du règlement (UE) 2024/1623 relatives au calcul des exigences de fonds propres pour risque de marché doit toutefois être reportée d'un an. Pour des raisons de cohérence, les exigences de publication spécifiques connexes devraient elles aussi être reportées d'un an. La publication des exigences de fonds propres étant importante pour préserver une discipline de marché solide et éclairer les décisions d'investissement des participants au marché, les établissements devraient être tenus, pendant cette période de report, de continuer à publier les informations pertinentes pour leur exposition au risque de marché et les exigences de fonds propres connexes sur la base des méthodes de calcul pré-FRTB.
- (5) Il convient dès lors de modifier le règlement (UE) n° 575/2013 en conséquence.
- (6) Le règlement (UE) 2024/1623 s'appliquera à partir du 1^{er} janvier 2025. Il est donc nécessaire d'aligner la date d'entrée en vigueur et la date d'application du présent règlement sur cette date pour que les établissements ne soient pas confrontés à des exigences contradictoires,

A ADOPTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

Modification du règlement (UE) n° 575/2013

Dans le règlement (UE) n° 575/2013, l'article 520 *bis* suivant est inséré:

«Article 520 bis

Application des exigences de fonds propres pour risque de marché

Jusqu'au 1^{er} janvier 2026, les établissements continuent d'appliquer la troisième partie, titre IV, et les exigences pour risque de marché prévues aux articles 430, 430 *ter*, 445 et 455 du présent règlement, dans sa version en vigueur au 8 juillet 2024.».

Article 2

Entrée en vigueur et application

Le présent règlement entre en vigueur le jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Le présent règlement est applicable à partir du 1^{er} janvier 2025.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 24.7.2024

Par la Commission
La présidente
Ursula VON DER LEYEN